



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
20 novembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission de l'investissement des entreprises et du développement
Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale:
coopération Sud-Sud et intégration régionale
Quatrième session
Genève, 24 et 25 octobre 2012

**Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle
sur la coopération internationale: coopération
Sud-Sud et intégration régionale
sur sa quatrième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, les 24 et 25 octobre 2012

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé du Président	3
A. Déclarations liminaires	3
B. Les accords régionaux au service du commerce et du développement.....	3
C. Financement du commerce: enjeux et perspectives.....	4
D. Les banques de développement du Sud modifient-elles le paysage financier?	6
E. Commerce et financement dans le cadre des chaînes de valeur mondiales	8
II. Questions d'organisation.....	9
A. Élection du Bureau	9
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	9
C. Résultats de la session	9
D. Adoption du rapport	9
Annexe	
Participation	10

I. Résumé du Président

A. Déclarations liminaires

1. La quatrième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale a été consacrée au financement du commerce et au rôle des institutions financières régionales dans la promotion du commerce et de l'investissement Sud-Sud.

2. Dans ses observations liminaires, le Secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Petko Draganov, a estimé que l'impact de la crise amenait à s'interroger sérieusement sur la résilience et l'efficacité du système financier international, notamment sur son aptitude à soutenir l'essor du commerce international. Des initiatives récentes ont montré que l'intégration Sud-Sud s'était accrue dans la période de l'après-crise. Plusieurs pays en développement s'étaient de plus en plus tournés vers les accords régionaux afin de renforcer les liens entre le commerce, le financement et le développement. La question de savoir comment associer au mieux les structures multilatérales et les structures régionales à l'appui d'un développement durable et équitable avait été longuement débattue. L'émergence de nouveaux pôles de croissance dans le Sud avait suscité de l'intérêt pour les accords Sud-Sud et la façon dont de telles initiatives pouvaient soutenir la croissance de l'économie mondiale. Dans le même temps, l'essor des chaînes mondiales de valeur avait multiplié les possibilités de développement qu'offrait une participation à leurs premiers maillons. Mais les pays en développement n'avaient pas systématiquement tiré parti d'une telle participation et étaient vulnérables aux perturbations d'origine financière et commerciale.

3. Le Président de la réunion, M. J. Manzou, a examiné les travaux de la CNUCED sur la coopération Sud-Sud, en accordant une attention particulière aux incidences de celle-ci sur le renforcement des capacités productives des pays en développement, et aux moyens d'accroître les relations entre des pays dont les dotations, les capacités et l'histoire institutionnelle étaient différentes. Il a souligné à quel point il importait d'examiner les incidences que la réduction des sources de financement du commerce qui avait suivi la crise avaient sur le développement à long terme et les moyens de faire face au mieux à la crise grâce à la coopération Sud-Sud et interorganisations.

B. Les accords régionaux au service du commerce et du développement

4. Au cours de la première séance, les experts ont présenté certaines des principales tendances et difficultés ayant trait au commerce et au développement dans les pays en développement. L'orateur principal, M. José Luís Silva Martinot, Ministre péruvien du commerce extérieur et du tourisme, a examiné la contribution potentielle de la coopération Sud-Sud au développement et l'importance grandissante des pays du Sud dans l'économie mondiale, en particulier dans le commerce mondial. Il a exposé en détail le cas du Pérou, en expliquant comment une ouverture économique planifiée et la conclusion d'accords constructifs avec d'autres pays, en particulier du Sud, pouvaient soutenir la croissance économique et améliorer la protection sociale.

5. L'expansion des produits de base et la hausse de leur prix avaient procuré des ressources supplémentaires qui pouvaient être utilisées pour soutenir la diversification économique. Néanmoins, l'instabilité récente des marchés de produits de base avait eu des conséquences néfastes pour le Pérou et d'autres pays en développement. Les experts ont analysé ce problème et d'autres difficultés liées aux mécanismes financiers et monétaires

internationaux que les pays en développement rencontraient, en mettant l'accent sur le rôle important que jouait la coopération monétaire et financière régionale pour les surmonter. Ils ont examiné l'impact des crises financières et des crises de balance des paiements sur les pays en développement, notamment les incidences de la crise de la zone euro et les enseignements plus larges à en tirer. La circulation incontrôlée des capitaux, surtout dans la situation actuelle de crise mondiale, avait causé de graves problèmes aux pays en développement, en entraînant soit un déficit de financement du développement, soit l'entrée de capitaux en quantité excessive et de nature spéculative, qui aboutissait généralement à un désalignement des taux de change et pouvait perturber la stabilité du commerce extérieur et le système financier interne. Les experts ont débattu des possibilités d'accroître la coopération financière et monétaire entre pays en développement, en particulier des avantages que pouvaient procurer des accords commerciaux permettant à ces pays d'éviter les règlements dans les devises couramment utilisées.

6. En examinant la composition des échanges entre différentes régions, on constatait que les pays les moins avancés continuaient de pâtir de l'absence de diversification de leurs exportations, aussi bien pour les marchandises que pour les marchés, même si la situation s'était récemment améliorée sur le plan des débouchés grâce à la participation croissante des pays du Sud au commerce mondial. Les experts ont souligné la nécessité de diversifier l'économie pour la rendre moins fragile et de favoriser la transformation structurelle et l'industrialisation afin de maintenir le taux de croissance enregistré au cours des dix dernières années. À cette fin, il fallait disposer d'une marge d'action et de moyens de financement pour s'attaquer aux problèmes structurels. Les accords financiers conclus avec les institutions financières mondiales risquaient d'imposer des conditions qui restreindraient la marge d'action nécessaire à l'expérimentation de mesures originales et à la créativité. À l'inverse, les institutions financières régionales pouvaient véritablement aider les pays en développement à disposer d'une marge d'action plus grande pour expérimenter d'autres stratégies de développement. Des accords financiers régionaux avaient été mis en œuvre en Asie, en Afrique et en Amérique latine: ils avaient eu davantage de succès en Asie et en Amérique latine, mais l'Afrique disposait d'une marge de progression.

7. Les experts ont aussi examiné le rôle et la nécessité d'une coopération financière et monétaire plus étroite dans le Sud, ainsi que les avantages que procurait la mise en place de fonds communs de réserve et de banques régionales de développement entre pays en développement. Les réseaux régionaux de coopération portant sur la politique monétaire, la politique financière, les réserves et les taux de change pouvaient aider les pays en développement à consolider leur situation financière et leur balance des paiements. Ce type d'initiative pouvait aussi accroître l'efficacité économique et réduire les coûts de production des entreprises opérant dans les pays en développement. Les experts ont en outre débattu des initiatives récentes des États membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques ou ALBA.

C. Financement du commerce: enjeux et perspectives

8. La deuxième séance a été consacrée à la contribution des institutions de financement du développement du Sud, en particulier aux banques d'import-export, au financement du commerce. Des experts du financement du commerce provenant de différents pays et régions en développement ont éclairé le débat en exposant les tendances récentes du commerce mondial et des échanges Sud-Sud, les obstacles que rencontre le financement du commerce et les nouvelles formes de coopération entre les banques d'import-export et les institutions de financement du développement du Sud.

9. Les experts ont expliqué l'essor spectaculaire du commerce Sud-Sud, qui avait enregistré une progression plus forte que celle du commerce Nord-Sud dans les années 1990 et 2000. Même si le financement du commerce avait grandement contribué à l'expansion des échanges, la tendance actuelle n'était pas très positive et les besoins croissants du Sud en matière de financement du commerce restaient partiellement insatisfaits. Les experts ont attribué ce déficit de financement à la faiblesse de la reprise mondiale et au désendettement des banques de la zone euro. Ils ont aussi insisté sur le rôle de l'aversion pour le risque et de la hausse des primes de risque.

10. En ce qui concerne l'Afrique, la situation macroéconomique mondiale défavorable avait accentué les problèmes suivants: sous-développement chronique du secteur financier, capacités limitées des banques de structurer les opérations de financement des échanges et des projets, faible capitalisation des banques et appui restreint des institutions nationales au financement du commerce (15 des 54 pays africains ne disposaient pas d'établissement de financement des exportations et seuls 4 pays disposaient de véritables établissements et mécanismes d'appui dans ce domaine). Sur le plan de la réglementation, les experts ont indiqué que le passage de Bâle I à Bâle II constituait un autre facteur important qui freinait le financement du commerce et augmentait son coût. En fait, Bâle II avait introduit la notion de notation souveraine, ce qui avait renchéri le financement du commerce, surtout pour les pays en développement.

11. Les experts considéraient globalement que le coût du financement du commerce pour de nombreux pays en développement ne reflétait pas le risque véritable encouru par les prêteurs, en particulier compte tenu du faible risque de défaillance. Ils ont jugé urgent de mener de nouveaux travaux de recherche sur le rôle des principaux organismes de notation, tous établis dans les pays avancés.

12. La coopération entre les institutions de financement du développement et les banques d'import-export s'était intensifiée afin de surmonter ces difficultés et de soutenir le commerce Sud-Sud. Elle s'était inscrite en partie dans le cadre du Réseau mondial de banques d'import-export et d'institutions de financement du développement ou G-NEXID, initiative de la CNUCED visant à mettre en commun des ressources financières et techniques à l'appui du commerce et de l'investissement Sud-Sud. Le Réseau avait été très actif, accordant des lignes bilatérales de crédit à l'appui du commerce, surtout pendant la crise financière mondiale 2008-2009. L'intensification de la coopération entre organismes du Sud avait aussi englobé les banques de développement du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS), qui avaient favorisé le financement en monnaie locale; la Banque indienne d'import-export, qui avait apporté une assistance technique à d'autres pays en développement – par exemple, en partageant l'expérience acquise en matière de structuration de produits de financement du commerce; et le Forum des banques asiatiques d'import-export, qui avait diffusé des informations techniques aux États membres pour les aider à concevoir des programmes de financement du commerce. Parmi les initiatives de coopération entre gouvernements figuraient l'Union asiatique de compensation et l'Accord bilatéral de règlement monétaire conclu entre l'Argentine et le Brésil, qui visaient à faciliter le règlement des échanges.

13. D'autres initiatives positives ont porté sur la création de mécanismes destinés à affecter une partie du montant considérable des réserves de change détenues par les banques centrales des pays en développement au financement du commerce et du développement dans le Sud. La Banque africaine d'import-export avait mis en place le programme de dépôt/d'investissement des banques centrales, qui visait à mobiliser une partie des réserves internationales de l'Afrique détenues par les banques centrales de la région afin de financer le commerce et d'autres projets sur le continent.

14. Les banques régionales jouaient un rôle essentiel dans la promotion du financement et de la coopération Sud-Sud; d'où la nécessité urgente de renforcer les institutions de financement du commerce et du développement du Sud. Par exemple, les gouvernements devraient faciliter la prise de risque dans le cadre des accords économiques de coopération en mettant à disposition davantage de capitaux. En outre, les experts ont proposé de renforcer le recours aux accords bilatéraux de paiement conclus par les pays du Sud, de créer un nouveau fonds de capitaux affecté au commerce et à l'investissement Sud-Sud, d'accroître la capacité des banques commerciales des pays en développement de collaborer et de créer des mécanismes novateurs destinés à mobiliser des ressources financières accumulées dans le Sud à l'appui du commerce et du développement.

D. Les banques de développement du Sud modifient-elles le paysage financier?

15. Les banques régionales de développement étaient bien placées pour faire face à l'incertitude des projets stratégiques à long terme et à grande échelle à l'appui du commerce et du développement et pouvaient aider les pays en développement à surmonter les restrictions importantes à l'octroi de crédits. Au cours des dernières années, et en partie en raison des lacunes constatées dans les accords existants, de nouveaux mécanismes de financement Sud-Sud avaient commencé à faire leur apparition afin de mobiliser des ressources pour des projets d'infrastructure et de développement durable. Au cours de la troisième session, les experts ont examiné l'expérience acquise par les nouvelles banques de développement du Sud et leurs perspectives.

16. Les experts ont expliqué comment, pendant la dernière décennie, les pays en développement et les pays émergents avaient rapidement accumulé, au niveau mondial, des réserves de change, dont une partie était investie dans leurs fonds souverains. Cette accumulation s'expliquait essentiellement par la flambée des prix des produits de base, en particulier du pétrole, et par la thésaurisation d'actifs internationaux par des pays non exportateurs de produits de base qui enregistraient un excédent permanent de leur balance des paiements courants. Toutefois, une grande partie de ces actifs était actuellement investie sur les marchés financiers des pays développés. Une part importante des avoirs de change à long terme, surtout de ceux détenus par des fonds souverains, pourrait être affectée de manière plus bénéfique à des banques régionales de développement du Sud – ou, si l'on était plus ambitieux, à une banque Sud-Sud – qui pourraient accorder des prêts à l'ensemble des pays en développement. Cela serait aussi plus efficace du point de vue strictement financier de la diversification des portefeuilles étant donné que les pays en développement offraient des investissements à long terme plus rentables et avaient des taux de croissance qui n'étaient généralement pas corrélés à ceux des pays avancés.

17. Le renforcement des banques de développement du Sud contribuerait à la diversification des exportations dans les pays en développement et augmenterait ainsi la stabilité macroéconomique; ces banques favoriseraient ainsi le commerce intrarégional et Sud-Sud – et donc la diversification des partenaires commerciaux – et constitueraient une source fiable de financement du développement à long terme qui s'avérerait indispensable, surtout pendant les crises, étant donné que les fonds provenant du secteur privé et des donateurs multilatéraux étaient très cycliques. Les banques de développement du Sud pourraient aussi contribuer à la mise en place de marchés de change locaux qui contribueraient grandement à réduire les désalignements monétaires. Enfin, elles intégreraient des sources privées de financement qui n'allouaient généralement pas assez de fonds aux infrastructures régionales (en raison des externalités), aux pays très pauvres (en raison des asymétries de l'information sur les risques liés aux prêts) et aux technologies vertes, car celles-ci représentaient des biens publics internationaux.

18. La mise en place de banques régionales de développement du Sud aurait aussi des effets bénéfiques indirects sur les pays avancés. La Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement organisée en 2009 sous l'égide des Nations Unies avait considéré qu'en renforçant des pôles de croissance autonomes dans le Sud, ces banques pouvaient contribuer grandement à accroître la résilience du système financier mondial face à d'éventuelles crises futures.

19. Certaines banques régionales de développement étaient déjà présentes dans les pays du Sud, essentiellement au niveau intrarégional, pour financer des projets de développement à long terme, et avaient joué le rôle de bouclier anticyclique pendant la crise financière. Les experts ont examiné deux expériences menées en Amérique latine, celle de la Société andine de développement (CAF en espagnol) et de la Banque du Sud ou Banco del Sur.

20. Établissement financier multilatéral de premier plan, la Société andine de développement avait mobilisé des ressources provenant des marchés internationaux à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin de proposer des services bancaires multiples aussi bien à des clients publics qu'à des clients privés dans ses pays membres. Elle visait à favoriser la stabilité macroéconomique dans la région, l'équité sociale et la participation de tous, l'intégration économique et la transformation productive, ainsi que la durabilité environnementale à long terme. Elle avait démarré ses activités en 1970, mais avait connu une croissance exponentielle, surtout au cours des deux dernières décennies. Elle s'enorgueillissait d'avoir 18 pays membres; 90 % de son capital provenait d'Amérique latine.

21. Trois enseignements précieux pouvaient être tirés du succès de cette banque. Premièrement, l'engagement des pays membres revêtait une importance cruciale: ceux-ci conféraient toujours une grande autonomie et indépendance à la banque, tout en ne se défaussant jamais de leurs obligations financières. Deuxièmement, la pérennité des ressources financières était essentielle pour que le coût du financement soit relativement plus bas sur les marchés privés. Troisièmement, la promotion de projets Sud-Sud avec d'autres banques de développement du Sud pouvait aider à développer l'intégration économique au-delà des frontières du continent.

22. La Banque du Sud, fondée en 2007, comptait cinq pays membres, à savoir: la République bolivarienne du Venezuela, l'État plurinational de Bolivie, l'Équateur, l'Argentine et l'Uruguay. Elle visait à financer le développement économique, social et environnemental de ses membres de manière équilibrée et stable; à réduire les asymétries régionales et à promouvoir une répartition équitable de l'investissement entre les pays concernés. Elle s'efforçait en particulier de créer des marchés pour les obligations des pays d'Amérique latine qui étaient libellées en monnaie locale et de libérer les réserves de change des pays emprunteurs au profit d'investissements productifs. Au cours de la session, les experts ont mis en évidence quelques innovations importantes qui caractérisaient la gouvernance de la Banque du Sud. Bien que celle-ci soit financée par des contributions au capital dont le montant était variable selon les pays, comme dans la plupart des banques multilatérales de développement, le pouvoir de décision y était réparti de manière plus égale entre ses membres, la majorité des décisions adoptées par la Banque du Sud l'étant par un vote à la majorité simple. En outre, les problèmes dont souffrent en général les banques multilatérales en matière d'action collective étaient plus facilement résolus car les États membres partageaient de nombreuses caractéristiques et avaient une vision commune du développement.

23. De l'avis unanime des experts, il était possible de réaliser des investissements publics notables dans le développement car les banques publiques et les fonds souverains des pays du Sud avaient accumulé un montant considérable d'avoirs et, dans le même temps, la confiance dans les mécanismes d'allocation du secteur privé était relativement

faible. Les experts se sont aussi entendus sur les priorités qui devraient être suivies par les décideurs afin de saisir cette chance, à savoir: élargir le capital des banques régionales de développement en activité, créer de nouvelles banques régionales de développement dans les régions qui n'en disposaient pas encore et établir une banque interrégionale Sud-Sud à vocation plus large.

E. Commerce et financement dans le cadre des chaînes de valeur mondiales

24. Au cours des vingt dernières années, les progrès enregistrés dans les technologies de l'information et de la communication, conjugués à une réduction progressive négociée des obstacles au commerce, avaient permis de morceler le processus de production aussi bien économiquement que géographiquement. Cela avait ouvert aux pays en développement de nouveaux débouchés commerciaux, notamment en ce qui concerne des produits plus dynamiques. Même si l'on pensait souvent que les chaînes de valeur mondiales s'autofinançaient, celles-ci n'avaient d'impact direct ni sur la balance des paiements ni sur le développement du secteur financier. Au cours de la quatrième session, les experts ont étudié les questions ayant trait au rapport entre le commerce et le financement dans le cadre des chaînes de valeur mondiales, en examinant les possibilités de renforcer ces chaînes dans les pays en développement par le biais de l'intégration et de la coopération Sud-Sud.

25. Les experts ont estimé que les effets bénéfiques des chaînes de valeur mondiales avaient été très inégalement répartis entre les régions. La plupart de ces chaînes étaient Nord-Nord dans le sens où les entreprises dominantes provenaient de pays avancés et où les produits finals étaient vendus dans les pays avancés, la phase de transformation à faible valeur ajoutée ayant lieu dans des pays du Sud. Au cours des dernières années, il y a néanmoins eu une multiplication des relations avec le Sud, conjuguée à une spécialisation accrue dans la division des activités économiques. Les exportations d'articles manufacturés des pays en développement avaient été multipliées par quatre et représentaient 60 % de la hausse totale du commerce mondial. La part des pays en développement avait aussi augmenté, représentant jusqu'à 50 % des échanges des réseaux commerciaux, essentiellement constitués de biens intermédiaires et de composants. Les quatre cinquièmes du commerce mondial étaient réalisés en Asie, essentiellement dans les secteurs de l'habillement, de l'électronique et de l'automobile.

26. Les experts ont examiné diverses idées reçues sur les effets bénéfiques des chaînes de valeur et les flux connexes d'investissement étranger direct (IED). Ils ont constaté, en premier lieu, que l'IED était généralement une variable décalée dans le processus de croissance, dans le sens où les pays performants attiraient l'IED et non pas l'inverse. Deuxièmement, on avait fait preuve d'un optimisme excessif au sujet du développement des chaînes de valeur en partant des expériences de la République de Corée, de Hong Kong (Chine) et d'autres nouveaux pays industriels de la première génération qui avaient été capables de se développer et de se diversifier rapidement grâce à une forte intervention publique. Mais d'autres pays étaient tombés dans le piège du revenu intermédiaire: si leur participation initiale aux chaînes de valeur avait été très bénéfique, ils avaient eu du mal à s'engager dans des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui avait été le cas, par exemple, de la Malaisie, de la Thaïlande et du Costa Rica. Troisièmement, la financiarisation progressive de l'économie mondiale avait eu une influence considérable sur le fonctionnement des chaînes de valeur et l'IED, en particulier au cours de la dernière décennie, car de nombreuses sociétés transnationales avaient suivi de nouvelles stratégies d'entreprise mettant l'accent sur la rentabilité à court terme. En conséquence, les pays d'accueil avaient eu encore plus de difficultés à tirer des effets bénéfiques sur le plan économique et social de leur participation à des chaînes de valeur. En particulier, la

délocalisation avait incité les entreprises dominantes à accroître leurs propres marges et à transférer les risques aux producteurs de leurs chaînes.

27. Les experts ont préconisé que les pays en développement non seulement se soucient d'attirer l'IED, mais aussi fassent une large place à l'adoption d'objectifs de développement plus généraux, à la diversification et à la modernisation technologique afin de pouvoir réellement tirer parti de leur participation aux chaînes de valeur internationales.

28. Conformément à cette analyse, les chaînes de valeur mondiales avaient procuré des avantages économiques tangibles, essentiellement en Asie et dans une moindre mesure en Afrique. Les chaînes de valeur et les entrées d'IED ne pouvaient néanmoins remplacer de bonnes politiques de développement; au contraire, elles étaient complémentaires des stratégies et des politiques industrielles menées par des États soucieux de développement. Des mesures luttant contre les fluctuations de l'IED et des politiques visant à favoriser la diversification de la production devaient notamment être adoptées.

II. Questions d'organisation

A. Élection du Bureau

29. À sa séance plénière d'ouverture, la réunion d'experts pluriannuelle a élu le Bureau ci-après:

Président: M. James Manzou (Zimbabwe)

Vice-Président-Rapporteur: M. Alfredo Suescum (Panama).

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

30. À sa séance plénière d'ouverture, la réunion d'experts pluriannuelle a adopté l'ordre du jour provisoire de la session, publié sous la cote TD/B/C.II/MEM.2/10; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Le financement du commerce et le rôle des institutions financières régionales pour promouvoir le commerce et l'investissement Sud-Sud.
4. Adoption du rapport de la réunion.

C. Résultats de la session

31. À sa séance plénière de clôture, le jeudi 25 octobre 2012, la réunion d'experts pluriannuelle a décidé que le Président établirait un résumé des débats.

D. Adoption du rapport

32. Également à sa séance plénière de clôture, la réunion d'experts pluriannuelle a autorisé le Vice-Président-Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport final après la clôture de la réunion.

Annexe

Participation*

1. Les représentants des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la session:

Afrique du Sud	Kenya
Angola	Lesotho
Arabie saoudite	Libye
Bangladesh	Madagascar
Bélarus	Malaisie
Burkina Faso	Maldives
Chypre	Maroc
Côte d'Ivoire	Maurice
Équateur	Myanmar
Espagne	Panama
Éthiopie	Pérou
Finlande	Philippines
Haïti	République démocratique du Congo
Inde	République dominicaine
Indonésie	Saint-Siège
Iraq	Sri Lanka
Irlande	Thaïlande
Italie	Viet Nam
Jordanie	Zimbabwe
Kazakhstan	

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la session:

Banque africaine d'import-export
Centre Sud
Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Secrétariat du Commonwealth
Union africaine

3. L'organisme des Nations Unies ci-après était représenté à la session:

Centre du commerce international

4. Les institutions spécialisées et organisations représentées ci-après étaient représentées à la session:

Organisation internationale du Travail
Organisation mondiale du commerce

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session:

Alliance coopérative internationale
Centre international de commerce et de développement durable
Ingénieurs du Monde
International Network for Standardization of Higher Education Degrees
Organisation camerounaise de promotion de la coopération économique internationale
Village suisse ONG

* La liste des participants porte la cote TD/B/C.II/MEM.2/Inf.4.

6. Les intervenants ci-après ont été invités à la session:

Mercredi 24 octobre 2012

M. José Silva Martinot, Ministre du commerce extérieur et du tourisme (Pérou)
M. Abraham Tekeste Meskel, Ministre d'État, Ministère des finances et du développement économique (Éthiopie)
M. Freddy Trujillo, Conseiller auprès de la Commission présidentielle sur la nouvelle architecture financière (Équateur)
M. Jean-Louis Ekra, Banque africaine d'import-export, Président honoraire, G-NEXID
M. T.C.A. Ranganathan, Président et Directeur général, Banque d'import-export (Inde)
M. Steven Beck, Responsable du financement du commerce, Banque asiatique de développement

Jeudi 25 octobre 2012

M. Germán Ríos, Société andine de développement
M^{me} Stephany Griffith-Jones, Professeur à l'Université de Columbia (États-Unis d'Amérique)
M. Aldo Caliarì, Directeur de Rethinking Bretton Woods Project
M. Faizel Ismail, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Afrique du Sud
M^{me} Susan Newman, Conférencière en économie du développement, Université Erasmus, Rotterdam
